

L'Assemblée de l'UIP désigne de nouveau un rapporteur belge



Lors de sa 136e Assemblée à Dhaka, Bangladesh (1^{er}-5 avril 2017), l'UIP a choisi les thèmes des prochaines résolutions de la Première Commission (Paix et sécurité internationale) et de la Deuxième Commission (Développement durable, financement et commerce). Ces résolutions doivent être adoptées dans un an, lors de la 138^e Assemblée à Genève (24-28 mars 2018).

Pour la Deuxième Commission, la délégation belge a présenté une [proposition](#) du sénateur Andries Gryffroy : « Le rôle des parlements dans la promotion de l'accès universel à des services énergétiques fiables, durables et d'un coût abordable, notamment grâce à des technologies d'énergie renouvelable hors-réseau (*The role of parliaments in promoting universal access to affordable, reliable and sustainable energy, especially through off-grid renewable energy technologies*) ». L'accès à l'énergie pour tous est l'un des objectifs de développement durable des Nations Unies pour 2015-2030 (ODD 7).

M. Gryffroy a pu présenter sa proposition au Bureau de la Deuxième Commission. Celui-ci a finalement proposé d'élargir le thème présenté par M. Gryffroy, en le combinant avec une proposition de la Thaïlande, sous le nouveau libellé : « Associer le secteur privé à la mise en œuvre des ODD, notamment dans le domaine des énergies renouvelables ».

M. Gryffroy a été désigné comme rapporteur. Des consultations sont en cours pour identifier un second rapporteur, originaire d'un pays en développement.

Toutes les délégations peuvent maintenant soumettre des contributions écrites aux rapporteurs. Lors de la prochaine assemblée à Genève (14-18 octobre 2017), la commission concernée tiendra un débat d'orientation sur le thème retenu. M. Gryffroy aura l'occasion d'y exposer ces idées pour la résolution. Ensuite, les deux rapporteurs devront présenter conjointement un projet de résolution, assorti d'un mémoire explicatif. Les délégations pourront présenter des amendements à ce projet de résolution. Lors de l'Assemblée à Genève en mars 2018, les travaux se concluront par l'adoption d'une résolution sur la base d'une discussion du texte présenté par les co-rapporteurs et des amendements.

C'est pour la cinquième fois en six ans qu'un membre de la délégation belge est ainsi rapporteur à l'Assemblée de l'UIP. En 2012-2013, le député François-Xavier de Donnea a été rapporteur sur le thème « Commerce équitable et mécanismes novateurs de financement pour un développement durable ». Le sénateur Philippe Mahoux fut rapporteur tant en 2013-2014 qu'en 2014-2015, respectivement sur les thèmes « Pour un développement résilient face aux risques : prendre en compte l'évolution démographique et les contraintes naturelles » et « La souveraineté nationale, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et les droits de l'homme dans le droit international ». L'avant-dernier rapporteur belge était le sénateur Alain Destexhe en 2015-2016, sur le thème « Assurer une protection durable du patrimoine culturel matériel et immatériel de l'humanité contre la destruction et la dégradation ».